



MODERNISER L'ARMÉE, DANS LES AIRS ET SUR TERRE

AGEFI - 08.04.2022

APRÈS LA DÉFENSE AÉRIENNE, IL S'AGIRA AUSSI DE MODERNISER LES FORCES TERRESTRES.

Les tragiques événements qui se déroulent en Ukraine rappellent au monde occidental certaines réalités, à commencer par le fait que la paix n'est jamais définitivement acquise, qu'une guerre peut éclater rapidement et sans laisser beaucoup de temps à une «montée en puissance» de la défense armée, et surtout que les combats, même à l'ère de la numérisation, se mènent encore avec des blindés, des canons et des avions – et pas uniquement avec des ordinateurs et des drones.

En Suisse, les politiciens et les partis favorables à l'armée se mobilisent pour faire aboutir, enfin, le renouvellement de notre flotte aérienne et de nos systèmes de défense sol-air, mais aussi pour revendiquer une augmentation générale du budget militaire.

Les milieux antimilitaristes ne veulent y voir que de l'opportunisme politique. Il n'empêche que ces revendications sont justifiées. La guerre qui se déroule en Ukraine nous montre en effet comment les deux armées en présence luttent pour obtenir la maîtrise du ciel ; celle-ci nécessite des avions de combat performants mais aussi assez nombreux, ainsi qu'une défense sol-air efficace et abondante, y compris à longue portée. On entend toujours dire que si la Suisse était attaquée, son aviation serait détruite dès les premières heures ; les informations qui nous viennent d'Ukraine, même si elles sont sujettes à caution, semblent indiquer que ce n'est pas si sûr – en particulier si la défense aérienne est dispersée et dissimulée. En ce sens, il est réjouissant de découvrir, grâce à un récent sondage, qu'une majorité de Suisses seraient prêts aujourd'hui à rejeter l'initiative contre

l'achat des F-35. Espérons que les antimilitaristes ne feront pas inutilement traîner les choses et que nous pourrons voter rapidement sur cette initiative qui retarde le processus d'achat.

Pour ce qui concerne l'augmentation du budget militaire, la population semble davantage partagée, mais 45% y sont tout de même favorables, contre 41% qui ne l'estiment pas nécessaire. Il faut rappeler que ce budget tourne aujourd'hui autour de 5 milliards de francs par année, ce qui représente environ 6% des dépenses de la Confédération, ou 0,7% du PIB. A titre de comparaison, l'OTAN recommande à ses membres de consacrer 2% de leur PIB à la défense. Après des années de stagnation, le Parlement a donné son feu vert à une croissance des dépenses militaires d'environ 1,4% par année pour la période 2020-2024, afin de financer l'acquisition des F-35, mais aussi le renforcement de la cybersécurité. Cette évolution minimaliste – au même rythme que le budget de la Confédération – doit au moins se poursuivre, idéalement s'accélérer, car après le renouvellement de la défense aérienne, il s'agira aussi de moderniser les forces terrestres où de nombreux véhicules blindés doivent être remplacés. Là encore, les images qui nous viennent d'Ukraine montrent qu'il ne s'agit pas d'un combat dépassé.